

10 1/2

0909.5

Carol Néron

cneron@lequotidien.com



La porte entrouverte

De plus en plus régulièrement, analystes et chroniqueurs financiers font état de la possibilité que le gouvernement du Québec devienne actionnaire, ou même propriétaire, d'AbitibiBowater. Ce scénario relève plus que de la simple rumeur. Il fait bel et bien partie des mesures qu'entend prendre le gouvernement Charest pour limiter les dégâts au sein de cette multinationale en faillite, qui compte toujours dans ses rangs pas moins de 7500 travailleurs répartis dans 9 usines fabriquant du papier journal et 22 scieries.

De passage récemment dans la région, le ministre du Développement régional et de l'Innovation, Clément Gignac, a d'ailleurs évoqué cette hypothèse sans se faire prier. Hier, Le Soleil, à la Une de sa section financière, décortiquait à son tour les éléments favorisant cette issue. Le quotidien de la Vieille capitale en arrive à la conclusion qu'une telle transaction est loin de relever du domaine de l'impossible.

L'Ontario, exemple-type

Toutes activités industrielles confondues, AbitibiBowater, par le biais de ses fournisseurs et de ses sous-traitants, assure un salaire hebdomadaire à pas moins de 20 000 travailleurs auxquels il faut ajouter 9000 retraités. Ces derniers pourraient voir leur pension amputée du tiers advenant une faillite en bonne et due forme. Cette présence, et les 6 milliards \$ de chiffre d'affaires annuel dont elle est à l'origine, font de la multinationale une intervenante majeure au sein de l'économie québécoise.

La comparaison avec l'industrie automobile de l'Ontario est souvent utilisée par les chroniqueurs et les analystes financiers pour illustrer la situation confrontant le gouvernement québécois dans le dossier de l'industrie forestière. Notre voisin ne pouvait se payer le luxe de voir un pan entier de son économie sombrer en même temps que GM et Chrysler lorsque ces dernières ont presque déposé leur bilan, il y a quelques mois. Ottawa est intervenu financièrement et de façon massive afin d'épargner le pire aux Ontariens.

* LE QUOTIDIEN, 17 septembre 2009,

10

Prudence

Le gouvernement Charest, tout comme son homologue fédéral, n'a guère le choix. S'il abandonne la papetière à son sort, des dizaines de municipalités rurales, y compris et surtout au Saguenay—Lac-Saint-Jean et sur la Côte-Nord, verront leur économie s'effondrer définitivement. Les dommages collatéraux risquent de déborder au point d'hypothéquer lourdement, et pour de nombreuses années, l'ensemble des finances publiques. Sans parler des problèmes sociaux auxquels cette tragédie donnera forcément naissance...

Le prêt de 100 millions \$ consenti par Québec à AbitibiBowater, au début de l'été, fait de lui un créancier privilégié. Autrement dit, la porte étant entrouverte, il attend vraisemblablement que l'administration actuelle fasse le ménage dans ses installations « toxiques » avant de faire son entrée.

Cette prudence est loin d'être excessive. Éventuellement, le gouvernement ne voudra pas passer pour le méchant actionnaire majoritaire ou le nouvel acquéreur qui, au nom du retour à la rentabilité, ferme des usines à tour de bras ! D'autant plus qu'il aura à justifier sa décision à la première élection générale... Les Québécois, en particulier ceux des grands centres, ne lui pardonneraient pas, en effet, de s'être aventuré dans une aventure sans lendemain destinée à sauver des ruraux avec de l'argent public.